ÉGYPTE 1990 : LES REFUGES DU POLITIQUE

François BURGAT*

S'il n'existe pas, pour le politologue, de moyen infaillible de prendre le pouls de l'Égypte, il existe vraisemblablement d'infaillibles moyens de se tromper. Croire que l'on peut entrer dans le politique par la porte de l'institutionnel et que campagnes électorales et autres débats parlementaires, fut-ce en fouillant les réticences de quelques « indépendants » rescapés de l'unanimité des scrutins, reflètent un tant soit peu les contours de la rue est peut-être le tout premier d'entre eux.

Où se réfugie le politique lorsque l'entrée du système institutionnel censé l'abriter lui est refusée ?

La presse permet en Égypte de connaître le discours de l'intelligentsia cairote. L'évaluation, le plus souvent très difficile, du tirage de cette presse donne une indication – sous réserve de s'assurer de la distance qui le sépare de celui des ventes – sur le succès respectif de ces différents discours. Encore faut-il apprécier ensuite quel est, dans la rue, leur impact social et politique. Que pèsent les mots d'ordre du « vieux » Néo Wafd, héritier prestigieux de l'épopée nationaliste, mais dont l'identité politique est aujourd'hui de moins en moins perceptible, comparés à ceux du Tjam'u (Rassemblement) porte-parole d'une gauche contrainte pour sa part, perestroïka oblige, de se trouver de nouveaux ancrages idéologiques ? Quelle est la portée politique des arguties de chacun des ténors de l'Islam institutionnel, préoccupés qu'ils sont de maintenir vis-à-vis du discours de l'État cette identité minimale qui leur procure une clientèle que leur fonction consiste précisément à « revendre » – pour vivre – au régime qui les nourrit ?

Il est d'autres zones d'ombre, plus vastes encore. Une fois décrité, à travers leur discours, l'univers des forces autorisées à s'exprimer, comment évaluer la portée de celles que leur stratégie cantonne dans les coulisses de la vie institutionnelle et médiatique ? A part de rares communiqués de presse et quelques fragments de discours de propagande (1), seules les chroniques policières ou judiciaires, abondantes il est vrai, permettent ainsi d'attester l'existence de pans entiers du paysage oppositionnel. Combien les Frères Musulmans vendraient-ils d'exemplaires s'ils étaient autorisés à publier un quotidien ? Combien de fidèles les mots d'ordre des Gemaa Islamiyya rassembleraient-ils lors des prières de l'Aïd si des centaines de policiers ne venaient pas régulièrement les disperser ?

* C.N.R.S./CEDEJ – Le Caire.

(1) S'agissant du Gemaa islamiyya, l'inventaire des publications à prétention doctrinale s'est quelque peu élargi. Cf. entre autres la « Carte d'identité : qui sommes-nous, que voulons-nous ? », une « Charte de l'action islamique » rédigée sous la direction de Omar Abderrahmane. Le départ de Zaki Badr avait conduit les porte-parole du Gemaa à se risquer à tenir au Caire des conférences de presse et à diffuser plus régulièrement leurs communiqués. La flambée de répression consécutive à l'affaire Mahgoub, consécutive à la guerre du Golfe (cf. *infra*) les a fait plonger à nouveau dans une semi-clandestinité.

DÉMOCRATIE : LES FLEURS SANS LES FRUITS

A l'évidence, le régime du président Mubarak s'est engagé dans un processus de démocratisation. Tout aussi indiscutablement, cette volonté affichée s'est traduite par des retombées concrètes dont il ne saurait être question de sous-estimer l'importance : la liberté d'expression qui se manifeste par une réelle liberté de presse (2) et une relative liberté syndicale (3) en constituent les plus mesurables. Force est toutefois de constater que, pas davantage d'ailleurs que dans le reste de la région, cette ouverture n'est encore allée jusqu'à intégrer le noyau symbolique de la référence démocratique qu'est l'alternance. Force est de souligner que diverses entraves, qui peuvent aller jusqu'à une répression policière particulièrement violente, affectent encore des pans entiers du paysage oppositionnel, influant largement sur ses stratégies et, partant, sur l'évolution du système politique dans son ensemble. Le limogeage d'un ministre de l'intérieur sur l'autel des relations avec l'opposition parlementaire n'y a rien changé (4) : derrière la façade du parlementarisme, le régime n'est pas encore parvenu à améliorer significativement la composante démocratique de sa légitimité. Amputée d'une de ses sanctions essentielles, l'ouverture tend dès lors à exacerber à bien des égards les carences de la représentation politique tout autant qu'à les résorber. De fait le pluralisme ne s'est pas encore démarqué du contexte de sa réintroduction, en 1977, dans le paysage du monocratisme partisan légué par Abd el-Nasser. Lorsqu'il confia à quelques-uns de ses proches le soin de créer, sous la forme de « tribunes politiques », des « interlocuteurs » pour le parti unique au pouvoir, Anouar Sadate entendait en effet autant parachever (à l'extérieur, s'entend) l'image libérale de son régime qu'en renouveler véritablement les règles de fonctionnement. Si le parti unique a bien perdu sous Sadate son monopole juridique, il est bien loin d'avoir abandonné sous son successeur les privilèges qui fondent sa prédominance. Il est vrai que pour le Parti National Démocratique, un approfondissement du processus de démocratisation ne serait pas sans conséquence. Nul besoin, pour mesurer l'étendue du risque par lui encouru, de se livrer à l'exercice, forcément sub-

(2) Qui n'est certes pas totale puisque seules les formations politiques reconnues peuvent créer un titre ; à l'échelle arabe, elle paraît toutefois sans égale (hormis peut être le cas de l'Algérie).

(3) Dans le secteur des professions libérales au moins, la situation étant très différente dans le monde ouvrier où la mainmise étatique reste totale.

(4) Zaki Badr avait été écarté le 12 janvier 1990 au profit de M. Mohamed Abd Al Halim Moussa, ancien directeur de la police puis gouverneur d'Assiout où il avait acquis une réputation de modération dans la gestion de l'opposition islamiste. Badr aurait été écarté à la suite d'une série d'attaques verbales prononcées dans des termes outranciers (notamment devant le club des diplomates) contre les intellectuels de l'opposition. Le nouveau ministre avait tenu à affirmer son respect pour cette opposition, le maintien de sa politique de la main tendue à l'égard des Gemaate Islamiyya mais s'était immédiatement déclaré favorable au maintien de la loi d'urgence par les nécessités de la lutte contre la drogue. Le premier ministre Atef Sedki avait alors donné des garanties à une opposition considérée - comme le partenaire du gouvernement - et - faisant partie du régime ». Sur le limogeage de Zaki Badr cf. Magdi MAHNA : *Iqalat Zaki Badr*, Imprimerie Al Achraf, Le Caire 1990, 140 pages. Pour une dénonciation argumentée des méthodes répressives du ministre cf. Atman NOUR et Magdi CHANDI : *Al Askari al Awead*, Le Caire 1990, 302 pages, ainsi que les communiqués des Gemaate islamiyya sur la répression, Le Caire 1991.

jectif, d'une quelconque évaluation de ses politiques. Le seul rappel de la très universelle loi de l'usure qui guette les gouvernants « au long cours » suffit amplement à se convaincre que des élections législatives libérées des entraves juridiques et politiques dont elles souffrent aujourd'hui, auraient toutes les chances de déboucher sur une défaite du Parti au pouvoir. Comme une bonne part de ses homologues arabes, le régime égyptien dispose donc pour jouer sa partition démocratique d'un registre très limité qui en réduit singulièrement la résonance. Dans un pays qui à 17 mois près, a vécu sans interruption, depuis 1967, sous le régime de la loi d'exception, il lui faut en fait conduire de pair deux démarches contradictoires : puiser dans la libéralisation politique un regain de légitimité capable d'assurer à terme sa survie dans un environnement démocratique sans pour autant perdre trop rapidement le contrôle du rapport de forces que cette ouverture risque précisément de redistribuer.

En Egypte, un courant politique ne peut espérer accéder à la participation – elle-même très étroitement conditionnée – à l'action législative, qu'au terme d'une double sélection dont celle des électeurs est loin d'être la plus redoutable. Il lui faut traverser d'abord le filtre autrement plus sélectif d'un Tribunal des partis (cinq magistrats du Conseil d'Etat et cinq personnalités publiques) qui est seul habilité à lui accorder la reconnaissance juridique. Le 14 avril 1990, au moment où la déclaration d'inconstitutionnalité de la loi électorale sur la base de laquelle le Parlement avait été élu en avril 1986 annonçait de nouvelles élections, ce tribunal donna ainsi accès à la tribune à trois nouvelles formations (5). Le qualificatif que leur attribua le journal *Al Wafd* (« les partis éprouvettes ») cernait à lui seul les limites de cette « ouverture » : ni *Misr al Fatat* (Jeune Egypte, résurgence illégitime d'un parti nationaliste fondé par Ahmed Hussein, dissident du Wafd, en 1933, c'est-à-dire lors de la phase pré-nassérienne du libéralisme égyptien), ni le Parti unioniste démocratique (centre droit) dont il a été écrit que son assise ne dépassait pas celle de la famille de son fondateur, ni le Parti des Verts, dont la personnalité du président, le très médiatique Dr Hassan Ragab, fortuné réinventeur du Papyrus égyptien, n'a pas suffi à assurer la crédibilité, n'ont très significativement obtenu le moindre siège aux élections de novembre 1990.

Dans le même temps, les forces susceptibles d'infléchir un tant soit peu la balance parlementaire se virent renouveler l'interdiction d'intégrer le système ; les nassériens d'abord qui, quoique sur le déclin, virent leur demande rejetée aux motifs que leurs programmes « (niaient) le principe de la démocratie et (visaient) à restaurer le régime totalitaire qui a sévi sous le président Nasser » (6). Les Frères Musulmans enfin et surtout, qui n'ont même pas pu obtenir la réhabilitation de leur association dissoute par Nasser

(5) L'Egypte compte depuis lors neuf partis politiques : le PND au pouvoir, le Parti socialiste du travail (islamiste), le Néo Wafd (libéral), le Rassemblement progressiste unioniste (marxiste nassérien), le Parti libéral socialiste (plusieurs tendances antagonistes) et le Parti Oumma (- formation familiale dépourvue de vrai programme politique »).

(6) Depuis lors, au début du mois d'avril 1992, une formation nassériste a obtenu sa légalisation, un « parti socialiste arabe » se voyant refuser par contre la sienne aux motifs que son programme ne se différenciait pas suffisamment de celui des formations existantes.

en 1954 (l'examen de leur requête a été reportée au mois de septembre 1991 pour la... 45^e fois (7) en vertu de la vieille interdiction (8) pour les partis politiques d'avoir une base confessionnelle.

Pour autant, le statut de l'opposition légalisée n'est pas exempt de restrictions. Dans le Sud du pays notamment mais pas seulement, la régularité des opérations électorales a toujours été contestée avec une certaine crédibilité. Lors du scrutin de novembre 1990, le refus du gouvernement d'accepter le contrôle judiciaire des opérations de vote a conduit trois des plus importantes d'entre elles, le Néo Wafd, le Parti socialiste du travail et les Libéraux, à boycotter le scrutin. Sans même semble-t-il avoir besoin de solliciter massivement les résultats, le Parti national démocratique au pouvoir a donc pu s'arroger ainsi une confortable majorité des deux tiers, laissant à une gauche (le Tajamu', Rassemblement progressiste unioniste nationaliste) quelque peu discréditée par sa participation, les soins de se partager les miettes avec la mouvance opaque des « indépendants » (9). L'exceptionnelle faiblesse de la participation permit à l'opposition de titrer – en sollicitant à peine la vérité – que, dix pour cent seulement des Egyptiens étant inscrits sur les listes électorales et dix pour cent seulement d'entre eux ayant voté (10), « le PND venait de conquérir le Parlement par la volonté d'un pour cent de la population ». C'est ce Parlement, (11) qui a, au début du mois de mai 1991, reconduit, pour trois années, la loi d'exception.

LES ISLAMISTES AVEC OU SANS LES URNES

De la part des candidats au pouvoir, ce détournement par le régime de la logique institutionnelle du système politique induit bien évidemment de multiples stratégies d'adaptation. Elles balisent les itinéraires d'une « politique du pauvre », sorte d'antichambre de la scène politique légitime, dont toutes les allées recèlent, sans surprise, un coefficient, variable d'un endroit à l'autre, mais dont la tendance générale est à l'accroissement, de présence « oppositionnelle » en général et « islamiste » en particulier.

Interdite de création de partis, l'opposition islamiste se réfugie d'abord dans des stratégies d'entrisme dans les formations existantes.

(7) Notamment parce que le gouvernement ne serait pas parvenu à produire la décision d'interdiction prise en 1949

(8) Dont l'Algérie et la Tunisie ont repris l'énoncé dans leur législation sur les partis, ce qui n'a pas empêché Chadli Benjedid de légaliser le FIS.

(9) Composée de membres du PND dont les candidatures avaient été écartées, d'opposants n'ayant pas respecté la consigne de boycott de leur parti et de quelques « véritables » indépendants. Avec 348 sièges, le PND a été crédité de 79,6 % des voix, les indépendants de 19 % (83 sièges dont 23 aux candidats membres des partis du boycott et 1,4 % (soit six sièges) pour la gauche. Cf. Iman FARAG : « Les législatives égyptiennes ou la politique entre clientélisme et citoyenneté » *Egypte Monde Arabe* (4) 1991.

(10) Le taux de participation annoncé par le ministère de l'intérieur fut de 44 % en moyenne générale, 12 % dans certaines villes.

(11) Secoué notamment par le scandale de la découverte en son sein de dix présumés trafiquants de drogue dont l'audition par le tribunal des valeurs a commencé au mois de septembre 1991

Depuis 1989, – sans préjuger des dynamiques internes au parti au pouvoir – le processus d'« islamisation » des formations de l'opposition légale s'est ainsi poursuivi de manière constante. Toutes tendances confondues, les islamistes sont ainsi en situation de contrôler aujourd'hui ou d'influencer la quasi majorité d'entre elles. En mars 1989, lors de son 5^e congrès, le rapport de force interne au Parti socialiste du travail s'est ainsi inversé en faveur de sa composante islamiste, donnant naissance à une formation qui apparaît aujourd'hui, notamment par l'influence croissante de ses organes de presse, comme l'une des plus actives de la scène politique.

Un des « interlocuteurs » créés en 1978 par Sadate pour acquérir le coefficient démocratique nécessaire à la poursuite de sa percée dans l'opinion occidentale, le Parti socialiste du Travail avait été placé par lui dans un premier temps sous la direction de son propre beau-frère. Avec le temps, ce protégé impertinent n'en a pas moins échappé peu à peu à ses tuteurs pour se rapprocher du registre d'expression de l'ancien parti nationaliste Misr Al Fatat (Jeune Egypte) d'Ahmed Hussein (12). Au sein du parti du travail, les tensions entre la tendance islamiste (représentée par Ibrahim Choukri, Fathi Radwan, Adel Hussein et son neveu Ahmed Magdi Hussein qui sera élu au Parlement en 1984) et l'équipe des tenants d'un strict laïcisme (dont Ahmed Mugahid) avaient été perceptibles dès les élections de 1984. L'unité du parti n'a pas résisté à celles de 1989 : quelques semaines avant les élections, un congrès a attesté, dans des circonstances juridiques confuses, la prise de contrôle de la tendance islamique d'Adel Hussein et Ibrahim Choukri (13).

Le PST est ainsi devenu, avec le Parti libéral et le (tout petit) Parti Umma (14), la troisième des neuf formations légales à entrer explicitement dans la mouvance islamiste. Le Parti libéral socialiste avait lui aussi été créé dans la foulée de la libéralisation Sadatienne de 1976, par un officier libre du nom de Mustapha Kamel Mourad. De son profil initial proche de la droite libérale il a éclaté en diverses tendances antagonistes. L'une d'entre elles, animé par M. Da'bbassi, publie un bi-hebdomadaire (*An Nour*) de tendance islamiste très traditionaliste et conservatrice, proche de l'Arabie séoudite et de ses intérêts.

Cette première dimension du processus d'islamisation ne préjuge pas de dynamiques, autrement plus significatives, perceptibles dans le reste du paysage partisan. Le Tajam'u (Gauche) s'est ouvert, un temps au moins, à

(12) Le frère du rédacteur en chef de l'hebdomadaire de l'actuel PST Adel Hussein. Sur la filiation entre Misr al Fatat et l'actuel PST cf. notamment « Communisme, nationalisme, islamisme, itinéraire d'Adel Hussein, un intellectuel égyptien », Interview d'Adel Hussein au journal tunisien *Al Fajr* et à FB. Traduction et présentation F. BURGAT in *Egypte Monde Arabe* n° 5 1991.

(13) Un contre-congrès tenu par les perdants dans les locaux du parti sera infirmé par un arbitrage du président du Conseil de Choura. La forte audience de l'hebdomadaire *Chaab* a depuis lors démontré qu'au-delà des conditions de son expression par le vote, le rapport de forces avait bel et bien changé au sein du parti. De ce jour, la tendance battue aux voix n'en a pas moins constitué, dans les locaux initiaux une tendance scissionniste qui s'exprime dans l'hebdomadaire *Al Mou'arada*, (l'opposition) les vainqueurs du congrès de mars s'exprimant pour leur part, depuis les nouveaux locaux du quartier de Sayyeda Zaineb (d'ou le nom de cette tendance) à travers l'hebdomadaire *Chaab*.

(14) Le très embryonnaire Parti Umma, dirigé par Ahmed Al Sabahi, après avoir fait campagne sur le thème du recours à la Char'a islamique comme source de la loi a été crédité aux élections de 1987 d'un score de 0,5 % des voix soit treize mille votes.

la « gauche islamique » du philosophe Hassan Hanafi. Beaucoup plus significativement, le Néo-Wafd a choisi en 1987 de s'allier avec les Frères Musulmans, leur permettant ce faisant d'opérer leur première percée électorale. En 1989, les héritiers d'Hassan al Banna ayant choisi de contourner l'interdit électorale en s'alliant cette fois au Parti Socialiste du Travail, le Wafd n'en a pas moins tenté – pour conserver une part du viatique islamiste – de convaincre le cheikh Omar Abderrahmane, idéologue de l'organisation Jihad, de courir sous ses couleurs. Qu'un parti qui a fondé sa crédibilité sur la promotion des valeurs laïques et de l'« unité nationale » (c'est-à-dire la défense de la communauté Copte) en vienne à solliciter la collaboration du leader spirituel d'une organisation considérée comme responsable de l'assassinat du président Sadate et qui constitue en tout état de cause la frange la moins moderniste du courant islamiste en dit sans doute plus long que tout autre commentaire sur la difficulté des formations non islamistes à conserver aujourd'hui leur identité idéologique face à la poussée de leurs omniprésents challengers.

L'évolution du rapport des forces, parfaitement imperceptible dans la composition du Parlement, se manifeste ensuite dans d'autres espaces institutionnels semi-publics : c'est notamment le cas des associations professionnelles et des syndicats dont les élections constituent de ce fait un excellent observatoire du politique (15). A peu près partout, hormis dans les syndicats ouvriers où le contrôle gouvernemental paraît être demeuré entier (16), la progression des candidats islamistes est spectaculaire. Lorsque des régressions ont lieu (par exemple chez les vétérinaires en 1991) l'examen des conditions d'organisation du scrutin fait apparaître une mobilisation de l'appareil d'Etat dont l'ampleur permet de douter de la signification des résultats (17).

Barrée dans son accès au Parlement, mais pas seulement pour cette raison, l'opposition islamiste se manifeste également, de manière plus diffuse cette fois car moins explicitement et en tout état de cause moins systématiquement articulée au politique, dans les circuits de l'action sociale et culturelle. Le foisonnement des associations religieuses socio-éducatives, piétistes et/ou caritatives encouragées, tolérées ou combattues par le pouvoir selon le degré de contrôle qu'il parvient à établir sur elles, est l'un des indicateurs de cette dimension particulièrement remarquable de la réislamisation du paysage socio-politique (18).

(15) Cf. KANDIL (Amani) in (notamment) « Les organisations professionnelles en Egypte », communication au colloque Egypte-Turquie. CEDEJ 1990, à paraître.

(16) « La main-mise absolue de l'Etat a réussi à transformer les syndicats ouvriers en association de bienfaisance » titrait en ce sens en septembre 1991 une enquête du centre d'études du quotidien *Al Wafd*.

(17) Selon l'hebdomadaire *Chaab*, les vétérinaires, dont l'immense majorité est employée par le secteur public avait fait l'objet de menaces répétées de licenciements en cas de victoire des délégués islamistes. Le vendredi 17 avril 1992 le renouvellement partiel de la direction du syndicat des médecins a permis aux candidats islamistes (dont une femme) de remporter tous les sièges mis aux votes.

(18) Sur le développement du tissu associatif, une étude très documentée est en cours d'achèvement au Caire par les soins de Sarah BEN NEFISSA-PARIS (ORSTOM-CEDEJ).

Le terrain économique participe lui aussi au déploiement islamiste. Par le biais d'institutions de mobilisation de l'épargne (et malgré les revers financiers récents, habilement exploités par le pouvoir (19), de ces sociétés de placement), par un système bancaire très officiel ensuite dont les branches « islamiques » se multiplient, par un réseau de PME enfin (du service informatique à la blanchisserie) qui choisissent de faire de l'« islamité » économique l'axe de mobilisation de leur clientèle.

La poussée islamiste (20) se manifeste enfin, d'une manière périphérique mais tout de même non négligeable, par les canaux de l'intimidation terroriste et de la violence contre l'Etat et/ou les individus.

Le Jema'a Islamiyya ou ses multiples subdivisions les Jema'ate Islamiyya c'est-à-dire les « Communautés islamiques », apparues au début des années soixante dix pendant la période d'incarcération des Frères Musulmans, n'ont pas encore renoncé à l'idée de réformer l'Etat aussi bien qu'individus bi-l yad (« avec la main ») c'est-à-dire par la contrainte. Le terrain et les modalités d'expression de la violence née de cette conviction varient selon les terroirs. Elle puise pour l'essentiel sa légitimité dans le principe coranique qui enjoint au Musulman de « faire appliquer le bien » mais aussi, le cas échéant « d'empêcher le mal ». Le détenteur du pouvoir d'abord et surtout, s'il lui arrive d'être perçu par les censeurs en puissance comme contrevenant à la norme islamique mais tout autant les individus, et plus souvent qu'à leur tour, les maillons faibles de la chaîne sociale (femmes ici, minorités confessionnelles là) sont donc les destinataires privilégiés d'une violence qui s'échelonne du harcèlement à l'égard des conduites jugées contraires à l'exégèse littéraliste des canons de la morale islamique (notamment féminine) jusqu'à – quoique beaucoup plus exceptionnellement – l'assassinat politique en passant, vis-à-vis de l'Etat, par tout le registre de ce qu'Alain Roussillon a fort justement nommé une « stratégie de la tension ». Il suffit ainsi aux Jema'ate de lancer une invitation à une prière publique pour que le régime, peu soucieux de laisser s'étaler au grand jour la capacité de mobilisation de ses opposants, se trouve dans l'obligation de l'interdire. La prière de l'Aïd al Fitr marquant la rupture finale du jeûne a fait en ce sens l'objet en 1991 d'une stricte réglementation (limitation à une centaine de sites agréés) destinée à empêcher le mouvement d'étaler l'ampleur de son implantation. Au

(19) L'Assemblée du peuple s'est émue au mois d'avril 1992 de l'exceptionnelle lenteur avec laquelle s'opérait le règlement judiciaire de celles des sociétés qui ont été mises en faillite. Les procès fournissent il est vrai à la presse officielle une série de manchettes anti islamistes aussi... inépuisable qu'opportune. Sur les sociétés islamiques de placement de fond, cf. notamment Alain ROUSSILLON : Sociétés islamiques de placement de fonds et « ouverture économique », *Dossiers du CEDEJ* – n° 3 1988 – 113 pages et RYCX (Jean François) Islam et dérégulation financière (Banques et sociétés islamiques d'investissement : le cas égyptien) *Dossiers du CEDEJ* 3-1987 268 pages, GALLOUX (Michel) Thèse en cours « Finance islamique et Etat en Egypte ». En langue arabe cf. Mahmoud ABDELFAHIL « *Al Khadi'a al malia al kubra* » (la grande tromperie financière : l'économie politique des sociétés de placements de fonds) Dar al mustaqbal al arabi, 1989 214 pages et Mohsen Ahmed al KHOUDERY : *Les banques islamiques*, Série Kitab al houriat Le Caire 1990.

(20) Islamiste bien sûr mais aussi nationaliste laïque, comme le groupe « Révolution égyptienne », auteur d'attentats contre des intérêts israéliens et américains en Egypte et dont l'un des animateurs présumé était le propre fils du défunt président Nasser. Cf. notamment : « La violence politique en Egypte », Rapport stratégique Al Ahram 1989, en langue française in *Egypte-Monde arabe* 90.

Sud du Caire, les Gemaate n'en constituent pas moins très vraisemblablement aujourd'hui (au détriment des Frères Musulmans, les seuls à pouvoir leur contester cette suprématie et à un moindre degré des adeptes du Parti du travail d'Ibrahim Choukri et Adel Hussein (21)), la toute première force d'opposition.

C'est à la surface ou à la périphérie de ces Gemaate et en symbiose plus ou moins étroite avec elles que se constituent les petits groupes, plus ou moins importants, plus ou moins hiérarchisés, plus ou moins durables, qui ne se satisfont pas des confrontations limitées de la mouvance estudiantine et, ayant explicitement opté de contester à l'Etat son monopole de la violence, tentent de se donner les moyens de lutter contre lui à armes égales (22). C'est dans cette catégorie que doit se ranger l'organisation Jihad plus ou moins liée au Cheikh Omar Aderrahmane, aujourd'hui installé à New York (23), qui tient depuis dix ans le devant de la scène activiste.

Détails inquiétants (sur les agressions récentes contre des bijouteries coptes ou sur les récurrentes bouffées de violence confessionnelle (24)), mines patibulaires et rappels, au demeurant nécessaires, de la légitime inquiétude de la communauté copte, largement présents dans la presse occidentale et abondamment exploités dans la presse gouvernementale pour discréditer sans nuance la totalité de l'opposition islamiste, ne sauraient pour autant occuper le centre d'une évaluation des perspectives politiques égyptiennes qui aurait l'ambition d'être réaliste et constructive.

De cette composante radicale du paysage islamiste, disons seulement qu'elle ne peut être appréhendée en dehors du terroir dont elle est le produit. Dans ce terroir, les paysans règlent encore aujourd'hui plus naturellement leurs différends électoraux ou fonciers derrière un fusil qu'au-dessus d'un cadastre ou devant un juge (25). Dans ce terroir, l'Etat, beaucoup plus sys-

(21) Dont le journal (*Al-Chaab*) est devenu au cours de la crise du Golfe le plus diffusé de la presse d'opposition.

(22) Les travaux récents de Rifaat Sid Ahmed ont contribué à rendre un peu plus transparente l'assise doctrinale de ces groupuscules tous plus ou moins héritiers des assassins de Sadate analysés par Gilles KEPEL (*Le Prophète et Pharaon*, La Découverte 1984) et comme tels assez éloignés des positions aujourd'hui dominantes dans la mouvance islamiste. Cf. notamment : *Al Nabi al Musalaha* : *Al Rafidoune* (263 pages) et *Al Nabi al Musalaha* : *al Thairoune* (361 pages) Riad al Rayyes Books, Londres 1991. Sid Ahmed RIFAAT : *Al Islambouli, Rou'ya jedida litanzim al jihād*, Maḍbouli, Le Caire 1987, 166 pages. HALA Mostepha : *Al Islam al siyyassi fi masr, min harakat al islah ila jemaat al 'anf*, Le Caire, Markaz al dirassate al siyyassiya wal stratigiya, 1992, 214 pages. Pour un rappel événementiel des affrontements des groupes activistes et du pouvoir dans les années quatre-vingts : OUARDANI (Salah al) : *Al Harakat al islamiyya fi masr* (ouaqi' at thamannināte), Markaz al hadhara al arabia lil il'āme wal nachr, Le Caire 1989, 179 pages.

(23) Amnistié, Omar Aderrahmane a été autorisé par le successeur de Zaki Badr au ministère de l'intérieur à quitter le pays. Il a réussi, à la suite semble-t-il d'une erreur de l'administration américaine, à obtenir (à Khartoum) un visa pour les USA. Il officie depuis lors dans une mosquée de... Manhattan. Il aurait été molesté (au mois de mai 1991) par certains de ses auditeurs (yémenites notamment) pour avoir critiqué trop vertement... Saddam Hussein.

(24) les derniers en date (au cours desquels deux églises ont été incendiées après qu'une altercation eut dégénéré en raids de « représailles » des militants islamistes) ayant eu lieu les 20 et 21 septembre 1991 à Imbaba, quartier populaire du Nord Ouest du Caire puis à Dayrout (gouvernorat d'Assiout) où un différend foncier a dégénéré en mai 1992 en affrontements meurtriers.

(25) L'une des dernières en date de ces bouffées de violence paysanne remonte au mois de septembre 1991, où, pour arrêter cinq suspects de vol, plusieurs centaines de policiers ont lancé une opération quasi militaire contre le village de Samta (gouvernorat de Qena), détruisant plusieurs dizaines de maisons, blessant dix personnes et en tuant six, pour la plupart étrangers aux faits.

tématiquement qu'on ne le croit, donne encore très souvent l'exemple de la violence lorsqu'il n'en prend pas l'initiative. Près de huit mille personnes, chiffre considérable si on le compare aux heures les plus sombres de la répression du précédent régime, auraient été arrêtées dans le courant du mois d'octobre 1990 à l'occasion (à la faveur ?) de l'enquête sur l'assassinat du président du parlement et pour prévenir, dans le contexte de la guerre du golfe, toute réaction concertée. Emmanuel Sivan, orientaliste américain professeur à l'université de Jérusalem croit pouvoir ainsi affirmer (et se féliciter) que le régime « emploie même des tireurs d'élite pour semer la terreur. Ainsi, quelques soixante-dix agitateurs fondamentalistes de premier plan ont été éliminés pour de bon, avant tout en Haute-Egypte, et dans les provinces rurales, régions les plus touchées (...) » (26). Même le très officiel rapport stratégique du Centre d'études d'Al Ahram admet que la violence entre l'Etat et les islamistes n'est pas toujours aussi réciproque que ne voudraient le faire accroire les communiqués du ministère de l'intérieur lorsqu'ils évoquent ces arrestations « difficiles » qui se terminent par le décès des prévenus (27). Divers témoignages incitent au contraire à penser qu'il s'agit très souvent d'une violence unilatérale plus ou moins préméditée de la part des services de police. L'assassinat de Rifaat al Mahgoub aurait ainsi été selon la thèse officielle organisé par les islamistes en représailles à l'assassinat de l'un des leurs (Ala Mohieddine, porte-parole du Groupe Islamique) à Guiza le 9 septembre 1990. Mais bien des points d'ombre subsistent dans un dossier dont les principaux accusés, abattus lors de leur arrestation, n'ont jamais été entendus par un tribunal. L'un des plus importants d'entre-eux Safaouat Abdelgani, réputé s'être évadé lors d'un transfert vers la prison de Miniah, prétend au contraire selon ses avocats avoir été détenu au secret et torturé au cours de cette supposée évasion (28).

PORTÉE ET LIMITES DE LA CENTRALITÉ ISLAMISTE

Plus globalement, l'examen de la poussée islamiste, nourrit la constatation que, traversée de puissantes dynamiques de transformation, elle ne procède pas de l'émergence ou de la résurgence d'une idéologie politique « achevée », dont les contours, et les possibles expressions institutionnelles seraient aussi intangibles et intemporelles que les versets du dogme coranique. Au nord de la Méditerranée, le souci de dédramatiser la perception des mutations politiques en cours sur la rive Sud a parfois nourri des formes de contournement de la réalité islamiste dont il n'est pas certain que – ni scientifiquement, ni d'ailleurs politiquement – elles jouent pleinement leur rôle. Il en va ainsi d'abord de la minimisation volontariste du phénomène (29) et des diverses manières de refuser d'admettre une centralité politique que, dans le cas de l'Algérie notamment, les urnes ont pourtant, clairement at-

(26) *Le Nouvel Observateur*, 7-13 février 1991.

(27) La violence politique en Égypte, Rapport Stratégique d'Al Ahram 1989, *Egypte Monde Arabe* (4) 1991.

(28) *An-Nour* 15 juillet 1991.

(29) Qui nourrit les discours du type : « Ils ne sont qu'une minorité... ! », « Pourquoi ne parler que d'eux, il y a tant d'autres choses - en Islam - etc.

testée. Cette première forme du refus de regarder « l'islamisme en face » nourrit la tentation récurrente d'ériger en alternative politique des segments du terroir social musulman (femmes, Kabyles, Soufis, armée etc.) – arbitrairement perçus comme étanches à la poussée islamiste – pour en faire la « troisième force » capable d'assurer la relève ou de garantir le maintien des régimes en place. Il en va également ainsi de la tentation de disqualifier, au nom d'une supposée orthodoxie islamique, le discours des militants de l'islam politique (30). Cette attitude méconnaît à tout le moins le principe même de la fonctionnalité d'une idéologie politique, qui tient précisément à sa capacité de ne construire avec la complexe « vérité historique » qu'une relation mythique, forcément peu respectueuse de la diversité et de l'ambivalence d'un patrimoine historique (...) et dont le vocabulaire ne permet pas d'anticiper les possibles expressions à venir. La sollicitation excessive du comparatisme, qui conduit à opérer une lecture analogique des dynamiques en cours dans les trois religions monothéistes et accredité l'idée d'un universel « retour de dieu » n'est méthodologiquement pas moins aléatoire. Cette lecture aboutit ainsi à réduire implicitement à une forme de prurit mystique ou de « repli identitaire » (aussi également condamnable de ce fait qu'il serait, sur la planète, également réparti (31)), une poussée qui participe moins en fait de la résurgence du sacré que d'une profonde remise en cause par les cultures du Sud du monopole idéologique acquis par le Nord au cours de sa phase d'hégémonie coloniale.

Pour être fonctionnelle, et ne pas excéder les limites des possibilités prospectives des sciences sociales, la reconnaissance de la centralité des forces islamistes doit toutefois éviter de se fonder sur une définition étroite qui accrédirait l'existence d'un courant doté d'une idéologie politique achevée et intangible, d'un programme et de modes d'actions déterminés, voire d'une base sociale spécifique (32). L'énoncé d'une prépondérance des forces islamistes n'implique pas davantage la reconnaissance d'une quelconque « supériorité » des thèses de tel ou tel compartiment du terroir politique arabe. Elle tend seulement à accrédirer l'idée que le profond processus de reconnection avec l'univers symbolique de la culture « pré-coloniale » endogène (ou perçue comme telle), qui constitue l'essence de la poussée islamiste, est aujourd'hui en passe d'affecter la quasi-totalité des composantes de l'échiquier politique arabe.

Cette approche plurielle incite dès lors l'observateur à se pencher avant tout, pour prendre la mesure des processus en cours, sur les dynamiques internes de cette vaste et changeante mouvance. Selon la nature du terroir social et du paysage économique qu'elle traverse, selon la nature des forces politiques qui se l'approprient, selon la capacité des régimes à en détourner une partie à leur bénéfice, elle s'exprime en fait sur des registres et à travers des modes d'actions remarquablement diversifiés.

(30) - Ils ne connaissent même pas L'Islam.. ! », « Ce ne sont pas de vrais musulmans... »

(31) - On a tous nos intégrismes... ! »

(32) A savoir ces inusables « laissés pour compte du développement », dont l'usage récurrent pour expliquer la poussée islamiste présente l'inconvénient majeur de cautionner une lecture uniquement négative d'un phénomène qui est à tout le moins ambivalent et pluriel.

Tout autant que les discours des islamistes à un moment donné, c'est à la fois la diversité de ces discours et leur lente recomposition, perceptible au cours des dix années écoulées, autour des catégories et des exigences du pluralisme, qui doivent donc servir de point d'appui à l'analyse. Au Caire comme ailleurs, cette évolution est suffisamment constante pour être attestée. Elle confirme l'idée essentielle, mais trop souvent oubliée, que les formes d'appropriation politique d'une religion s'expliquent moins par son essence dogmatique que par la sociologie de ceux qui la pratiquent. Et que dès lors les modes d'actions, et, notamment le rapport à la violence politique ne sont pas inhérents au vocabulaire des acteurs mais bien davantage à leur *back ground* social, éducatif et politique, ainsi qu'aux mœurs de l'Etat dans ce domaine. La mouvance islamiste, complexe, multiforme mais d'où sortira selon toute vraisemblance la majorité politique de l'Égypte post Moubarak, comprend d'ores et déjà de larges compartiments acquis à l'action légaliste et au respect des minorités. Tout autant que dans son essence, au demeurant parfaitement insaisissable, les expressions à venir de cette poussée dépendent donc pour une bonne part de la nature des pratiques que l'équipe au pouvoir met aujourd'hui en œuvre pour en contrôler le développement, de l'efficacité de ses politiques économiques bien sûr mais aussi de la sérénité dont elle saura ou non faire preuve face aux inéluctables échéances démocratiques.

L'AFFAIRE MAHGBOUB

Le vendredi 12 octobre 1990 à 11 heures du matin, sur la corniche du Nil, entre les hôtels Sémiramis et Shepard, un groupe d'au moins quatre personnes, circulant notamment sur deux motos de petite cylindrées, après avoir neutralisé, dans un premier véhicule, quatre gardes du corps, a ouvert le feu à l'arme automatique sur la voiture du président du Parlement Rifaat al-Mahgoub. Le professionnalisme des attaquants, qui abandonneront dans leur fuite une réserve de grenades à main dont ils jugèrent ne pas avoir besoin, fit qu'aucune de leur six victimes ne réchappa à la mort. Rifaat Mahgoub, qui se rendait à l'hôtel Méridien pour y accueillir une délégation parlementaire syrienne accomplissait là la dernière tâche de son mandat. Le ministre de l'Intérieur Zaki Badr, dont la voiture suivait le même itinéraire, s'appêtait en effet à aller proclamer les résultats du référendum qui venait d'approuver la dissolution du Parlement. Au lendemain de l'assassinat, quatre pistes s'offrirent aux commentateurs. Quand bien même seule l'une d'entre-elles devait se vérifier, leur évocation permet aujourd'hui de rendre compte du climat idéologique dans lequel le régime du président Moubarak vécut l'une de ses principales crises.

C'est la *piste irakienne* qui eut tout de suite les faveurs du régime et de la majorité des observateurs. Elle faisait écho aux arrestations récurrentes de « terroristes palestiniens et irakiens » opérées aux frontières ou dans le pays depuis le début de la crise du Golfe. Et de fait, elle ne manquait pas de crédibilité : elle s'inscrivait dans une logique qui aurait vu le régime irakien, par Palestiniens interposés (le nom d'Abou Nidhal fut fréquemment prononcé) frapper – au cœur du Caire – le second personnage du régime du

président Moubarak pour « punir » ce dernier d'avoir choisi le camp anti-irakien et le menacer d'interventions encore plus déstabilisantes.

La seconde hypothèse accréditait l'idée que le président du parlement avait été victime d'un *règlement de comptes interne au régime*. Peu présente dans la presse elle courut par contre chancelleries et rédactions de presse et même l'arrestation des principaux responsables présumés ne l'a pas fait disparaître pour autant. Le docteur Mahgoub, que sa centralité politique avait logiquement mis au centre d'un certain nombre d'« affaires » impliquant de hauts responsables (33) aurait fait preuve à la veille de son départ de la présidence du Parlement d'exigences irrecevables. Il se serait opposé par ailleurs avec intransigeance à la politique de libéralisation économique. Il aurait enfin et surtout exprimé des sentiments pro-irakiens, et peut-être même tenu devant le leader de Bagdad des propos ayant – dans un contexte intérieur particulièrement tendu – valeur de défiance à l'égard du chef de l'Etat. Un spectaculaire assassinat politique permettait par ailleurs de cautionner la politique sécuritaire de l'Etat à l'encontre des ressortissants étrangers, à l'égard de l'opposition toute entière le maintien de la loi d'exception et, à l'égard du groupe islamiste, une vague de répression sans précédent.

La thèse israélienne fut évoquée à demi-mots, notamment par la gauche. En faisant porter la responsabilité de l'assassinat d'une haute personnalité égyptienne par l'Irak ou, mieux encore, un commando irako-palestinien, l'intervention du Mossad aurait eu pour objectif d'ouvrir ou de creuser une brèche déjà perceptible entre une partie de l'opinion publique égyptienne et le camp irako-palestinien.

Les Gemaate Islamiyya. La remarquable maîtrise technique avec laquelle l'opération avait été conduite fit dans un premier temps douter que l'un quelconque des groupuscules extrémistes de la mouvance des Gemaate, dont les précédentes tentatives (notamment contre le ministre de l'intérieur Zaki Badr) avaient complètement manqué d'efficacité, aient été à même de conduire une aussi spectaculaire opération. La cible que constituait le président du Parlement n'était certes pas, dans leur logique, la plus emblématique. Mais un tel avant-propos à une campagne législative à laquelle ils n'étaient pas partie pouvait bien sûr avoir une signification politique ni plus ni moins forte que leurs précédentes attaques. Des doutes prirent corps lorsqu'il apparut que le ministre de l'intérieur, Abdel Halim Moussa, était proche du théâtre du meurtre et qu'il aurait même pu, à quatre minutes près, se trouver sur les lieux (34). L'hypothèse Gemaate, loin de tenir le devant de la scène, n'était donc pas pour autant dépourvue de crédibilité. Le limogeage du ministre Zaki Badr n'avait que très momentanément ralenti la répression à leur encontre. Au mois de septembre, l'un de leurs membres éminents,

(33) On sait depuis lors qu'il figure en bonne place sur la liste des personnalités ayant reçu de l'argent des Frères Ryan, dirigeants de la plus célèbre des sociétés islamiques de placements de fonds mise en faillite en 1989.

(34) Lorsque quelques minutes après le meurtre, sa voiture s'engage sur le pont du 26 juillet, il visualise l'encombrement naissant devant l'hôtel Sémiramis (inhabituel le vendredi, seul jour de la semaine où, au Caire, la circulation est à peu près fluide) et s'informe par radio auprès de ses services de son origine. Il lui est répondu qu'il s'agit d'une « dispute entre Koweïtis ». Il se rend alors directement, selon ses déclarations, à son ministère avant de faire demi-tour et de revenir sur les lieux du crime suffisamment rapidement pour participer personnellement à la poursuite qui s'est engagée contre celui des assassins qui, malgré la présence de nombreuses forces de police, a réussi à s'éloigner à pied de la scène du meurtre.

porte-parole pour la région du Caire, avait été abattu en plein jour de deux balles très professionnelles dont les Gemaate – et avec elles quelques observateurs – crurent pouvoir attribuer l'origine aux services de sécurité (35). Et il n'est pas impensable en effet que la composante non légaliste du courant islamiste ait ce jour là reçu le rappel à l'ordre de l'interdiction tacite qui lui est faite de s'installer – sauf exception universitaire – où que ce soit au nord de l'oasis du Fayoum. Plaidait également pour une initiative « locale » le fait que plusieurs grenades abandonnées par les assaillants à proximité de l'hôtel aient été de fabrication artisanale, les explosifs ayant été extraits (près de la mer rouge) de zones minées lors de la présence israélienne dans le Sinaï. Les assassins paraissaient enfin avoir fait preuve d'une remarquable connaissance du terrain et d'informations « internes » de bonne qualité rien n'interdisant toutefois à une filière palestino-irakienne de bénéficier, dans le contexte de la guerre du Golfe, de solidarités internes de haut niveau. Possible preuve *a contrario*, la campagne d'arrestation d'étrangers, palestiniens ou irakiens, n'avait enfin donné aucun résultat.

Une partie de l'énigme fut donc levée le 28 octobre, soit 15 jours après les faits, lorsqu'un communiqué du ministère de l'Intérieur annonça que six membres de l'organisation extrémiste Jihad qui venaient d'être arrêtés au Caire étaient présumés coupables de la planification ou/et de l'exécution de l'assassinat du Dr Mahgoub (36). Le communiqué faisait l'état de la saisie dans quatre des locaux de l'organisation d'une certaine quantité d'armes, d'explosifs et de fonds. Ce sont les premiers interrogatoires qui auraient permis une seconde vague d'arrestations – publique cette fois – devant l'université du Caire, au cours de laquelle deux des principaux accusés, (« Mohamed Salah » et « Mohamed Abdelfatah »), qui auraient pris l'initiative d'ouvrir le feu sur les forces de sécurité, furent abattus et un troisième (Mohamed Najjar) blessé. Six mois plus tard, Safouat Abdelghani, l'accusé n° 1 sera réputé avoir réussi à s'évader lors de son transfert vers la prison de Miniah. D'après les éléments d'interrogatoire transmis à la presse (37) les accusés auraient reconnu avoir eu pour objectif le ministre Abdelhalim Mousa et agi essentiellement pour venger leur collègue Ala Mohieddine.

(35) Ala Mohieddine a été assassiné le dimanche 9 septembre 1990, à 3 heures de l'après midi, dans le quartier des Pyramides. Le fait que des inconnus aient tenté de soustraire son corps de la morgue avant qu'il ne soit (très tardivement) identifié par sa famille aggrava les soupçons de ses proches. Né le 30 décembre 1962 dans le gouvernorat de Sohag, Ala Mohiedine était diplômé de médecine de la faculté d'Assiout en (1986). Marié depuis un an, il avait été emprisonné une année durant en 81 et trois mois en 1986 sous l'inculpation de reconstitution d'organisation interdite. Il avait une activité de prédicateur dans différentes mosquées dont celle de Al Imane Bi Allah à Embaba (Le Caire). Dans une interview à *El Ahali* (« ni politiquement, ni humainement, ni religieusement je ne suis partisan de ce type de procédé »), le ministre de l'intérieur mit l'opération sur le compte des différends internes au Groupes islamiques.

(36) L'enquête aurait connu un départ décisif lorsque un policier qui avait été blessé par l'un des fugitifs (devant l'hôtel Ramses Hilton, l'autre policier étant mort dans l'affrontement) aurait sur le fichier central de la police identifié son agresseur comme étant Safouat Ahmed Abdelghani, membre de la branche militaire du groupe Al Jihad. Safouat Abdelghani aurait été impliqué dans l'assassinat de Sadate (accusé n° 48 dans les minutes du procès) puis relâché. Il serait également l'auteur présumé de la tentative d'assassinat contre Zaki Badr menée au début de l'année 1989. Un autre des accusés, Dhia Mohamed Khalil aurait également figuré dans l'acte d'accusation (n° 65) du procès des assassins de Sadate.

(37) Notamment Moussawar du 2 novembre. Pour une synthèse événementielle récapitulative, Cf. MOUROU (Mohamed) *L'organisation Jihad, ses racines et des secrets*, Madbouli 1990, Le Caire, 193 pages (en langue arabe) p. 171 et s.

L'IMPACT DU « GOLFE »

En Egypte comme dans le reste du Monde arabe, la crise du Golfe a fait naître deux réprobations successives, et jaillir ainsi deux nouvelles sources de dividendes politiques : celle de l'annexion du (petit) Koweït par le (grand) frère Irakien d'abord ; les méthodes employées par des forces étrangères à la région pour y mettre fin ensuite.

Au Caire, le régime ne pouvait en exploiter qu'une seule : son engagement massif dans le camp « des forces alliés » lui interdisait de « surfer » comme certains de ses homologues maghrébins, la vague du nationalisme arabe et de reconnaître à Saddam Hussein – fut-ce le temps d'une manifestation orchestrée « à la marocaine » (38) – le droit d'en exprimer les espoirs. Sans avoir à se priver d'exploiter la réprobation née des exactions irakiennes, les opposants pouvaient au contraire se nourrir, au fur et à mesure qu'elle se développait, de celle que soulevait la massive intervention occidentale. Or, la fragilité de la frontière tracée par les dirigeants occidentaux entre la nécessité de « protéger l'Arabie Saoudite » d'abord, de « libérer le Koweït » ensuite et de « détruire le potentiel économique et militaire de l'Irak » enfin, a vu la cause Koweïtienne faire très rapidement en Egypte le plein de ses sympathisants potentiels alors que les bombes libératrices en faisaient chaque jour gagner de nouveaux à leurs destinataires irakiens. Seule la brièveté de la campagne terrestre a permis à cette évolution de ne pas outrepasser la capacité de résistance du régime.

Pour contrôler ses effets corrosifs, le régime du successeur de Sadate disposait il est vrai de ressources particulières, dont l'inventaire recouvre pour une bonne part celui de la spécificité égyptienne dans le champ politique arabe. Il permet de comprendre pourquoi les observateurs occidentaux ou autres n'ont sans doute pas eu tort – pour autant qu'ils ne s'en soient pas tenus à ce premier repère – de décrire l'Egypte comme « celui des pays arabes qui était le moins favorable à Saddam Hussein ».

LES PYRAMIDES, NASSER ET SADDAM

Il existait tout d'abord en Egypte avant même l'invasion du Koweït une forme de ressentiment ou de défiance à l'égard de l'Irak (39), qui n'avait pas d'équivalent dans le reste du monde arabe. Dans les couches populaires, elle se nourrissait des souvenirs, soigneusement étouffés par la presse offi-

(38) Au début du mois de février, syndicats, partis et associations avaient pu, dans un pays dont le régime avait pourtant choisi de participer militairement à la « défense de l'Arabie Saoudite » dénoncer avec son soutien l'agression occidentale contre l'Irak.

(39) Que les observateurs étrangers ont eu toutefois d'autant plus naturellement tendance à répercuter que les chauffeurs de taxis, garçons d'hôtel ou autres marchands du Khan al Khalili qui constituent l'échantillon obligé du journaliste (ou du chercheur !) en mal de contact « populaire », avaient en commun – outre leur réticence à l'égard du maître de Bagdad – d'être les premières victimes de l'effondrement du flux touristique. Mais les habitués des bus touristiques n'étaient pas les seuls victimes, tous les flux migratoires (hormis peut être la navigation sur le canal de Suez, qui a récupéré sur le compte des marines de guerre une partie de ses pertes de trafic commercial) ayant en fait été affectés par la crise.

cielle aux beaux jours du « Conseil de coopération arabe » (40) et cultivés avec tout autant de soin depuis lors (41), d'une expérience d'émigration vers Bagdad qui, à la fin du conflit avec l'Irak, s'était, pour beaucoup, mal terminée, l'Irak n'ayant pas mis trop de délicatesse à se débarrasser (42) d'une main-d'œuvre devenue soudainement excédentaire.

Dans la classe politique, bien plus structurellement cette fois, la mobilisation pro-irakienne s'est heurtée à la conviction plus ou moins avouée que toute montée en puissance de l'Irak dans la région ne pouvait se faire qu'au détriment de son *alter ego* égyptien. A l'heure où, avec le siège de la Ligue Arabe, ils s'efforçaient de récupérer les attributs symboliques de leur centralité, les héritiers du mythe nassérien ont eu à l'évidence quelque réticence à admettre que puisse émerger un jour un leader arabe grandi ailleurs que sur les berges du Nil.

A l'opposé pourtant de cette ambition à la centralité arabe, les tiroirs secrets de la conscience égyptienne recèlent par ailleurs d'autres particularismes. « Et si nous cessions d'être arabes pour ne plus nous soucier que des intérêts de la Umma égyptienne ? » Si l'on ne risquait ce faisant de la déprécier, il faudrait peut-être bien nommer « ethno-centrisme » cette formidable confiance des Egyptiens dans le destin de la civilisation du Nil. Elle permet en tout état de cause au discours politique de contester de manière récurrente quelques arpents de la légitimité, partout ailleurs sacrée, de l'arabisme (43).

Au pied des Pyramides, le problème identitaire ne se pose pas il est vrai dans les mêmes termes ni avec la même acuité qu'au Maghreb. La mobilisation islamiste – pour puissante qu'elle soit – doit s'accommoder du fait que la déculturation, notamment linguistique a été beaucoup moins importante et que l'existence d'un référent pré-islamique fort tend à faciliter l'historicisation de la relation avec l'Occident et la possibilité d'en gérer moins difficilement les implications symboliques.

Même s'il est bien loin de marquer tout l'éventail des comportements, le pragmatisme fait peut-être enfin partie plus qu'ailleurs des référents de la classe politique, opposition incluse : en Egypte, quatre guerres avec Israël ont exorcisé une relation avec l'« ennemi israélien » qui ne peut pas être perçu, comme au Maghreb, sur le seul registre du fantasme. L'idée d'une confrontation armée renvoie ici l'écho d'événements concrets, souvent douloureux, qui ont marqué deux générations. Lorsque l'hypothèse d'un engagement militaire d'Israël contre l'Irak (et donc aux côtés des forces de la coalition arabe)

(40) Traité de coopération signé à son initiative par l'Irak, l'Égypte, la Jordanie et le Yémen le 17 février 1989 et que le chef de l'État égyptien dénonce aujourd'hui comme un instrument par lequel Bagdad a tenté de lui faire avaliser la conquête du Koweït.

(41) En quelques semaines, la crise a vu surgir une trentaine d'ouvrages-pamphlets anti-irakiens. Les limites de cette opération éditoriale, abondamment relayée par la presse, tiennent bien sûr à ce que le citoyen impertinent était en droit de se demander (à l'instar de son homologue français d'ailleurs) comment un individu aussi peu recommandable que le héros de ces soudaines révélations avait pu être adopté quelques mois plus tôt (lors de la signature du traité créant le Conseil de coopération arabe) comme partenaire privilégié.

(42) En retardant le transfert ou en bloquant leurs avoirs bancaires. Cf. le dossier consacré à la question in *Égypte Monde Arabe* (1) CEDEJ – 1990.

(43) Le dernier en date est le propre secrétaire du président Moubarak qui a exprimé, lors d'un débat public, le souhait que « l'engagement de l'Égypte dans le camp des arabes ne soit pas une voie à sens unique, où l'Égypte donnerait sans recevoir ».

est en jeu, le régime peut se permettre, même s'il touche là aux limites extrêmes de son espace de manœuvre (cf. *infra*), d'évoquer la légitimité d'une telle riposte, voire les nécessités d'une coordination avec *Tsahal*, hypothèse parfaitement « irrespirable » dans le Maghreb voisin (44).

L'Égypte possède enfin, dans le champ religieux, un potentiel tout particulier. Avec l'université d'Al Azhar, institution dont la fonctionnarisation a réduit mais pas supprimé le prestige, le régime dispose sur la scène intérieure et, dans une moindre mesure, régionale, d'un instrument d'action idéologique relativement puissant, qu'il ne s'est pas privé d'utiliser dans le contexte de la crise (45).

LES FISSURES D'ABOU AL HOL (46)

Mais une fois recensés les repères protecteurs de l'égyptianité, il n'en faut pas moins souligner l'usure d'un régime dont la fragilité de l'assise démocratique a déjà été évoquée. La crise a rendu ces handicaps un peu plus perceptibles en même temps qu'elle en éclairait les origines.

En la faisant accéder au niveau de la coopération militaire, le conflit du Golfe a notamment explicité l'extrême dépendance du régime à l'égard des USA. Si la collaboration avec Washington s'est avérée financièrement indispensable (47) dans un environnement où les USA sont étroitement identifiés au moindre des raidissements israéliens, elle n'en est pas moins politiquement coûteuse (48). Entre la cessation de l'état de belligérance et la normalisation complète des relations, il existe de fait autour de l'État

(44) Et qui l'est bien sûr pour l'opposition de gauche et islamiste cf. notamment *Chaab* n° 581, 15 janvier : « Si la guerre éclate, nous ne nous battons pas avec les juifs contre nos frères - Comment le président accueillera-t-il l'envoi de bombes atomiques israéliennes contre l'Irak ? - ou encore - La dernière déclaration du président n'a pas de précédent dans l'histoire arabe et musulmane - (n°580, 8 janvier) mais dont il est significatif que cela n'empêche pas le chef de l'État de l'exprimer, (en des termes proches il est vrai de ceux d'Hafez al Assad) quitte à devoir ensuite nuancer son propos (Si Israël faisait plus que « riposter » nous pourrions être amenés à changer notre position »).

(45) Cf. notamment Pierre-Jean LUZARD - L'Islam et la crise du Golfe dans la presse égyptienne -, *Égypte Monde Arabe* (3) 1990. Les Oulemas de l'Islam institutionnel d'une part mais tout autant les grands « entrepreneurs indépendants » de la périphérie du système (Cheikh Cha'rawi et Chaykh Mohamed Al Ghazali notamment) ont tous soutenu à quelque nuance près la thèse gouvernementale. À l'extérieur, les Oulémas égyptiens se sont joints à celles des conférences qui ont défendu la position de la coalition (Casablanca le 29 août et La Mecque 15 jours plus tard notamment) s'abstenant par contre de fréquenter celles dont les travaux (en Libye, en Jordanie et en Irak notamment) ont abouti à des conclusions radicalement opposées.

(46) Nom arabe du sphinx de Guiza, qui prête parfois sa silhouette aux caricaturistes et dont la statue fait actuellement l'objet d'importants travaux de restauration pour pallier l'effet corrosif de la pollution atmosphérique et celui, déstabilisant, des mouvements de la nappe phréatique.

(47) La principale contrepartie de l'engagement égyptien aux côtés de la coalition internationale a été l'annulation de la totalité de sa dette à l'égard des Emirats du Golfe et de l'Arabie, de l'intégralité de sa dette militaire à l'égard des USA et de l'abandon par l'Europe d'une partie de ses créances civiles et militaires.

(48) Il n'est pas dit que l'excès de reconnaissance médiatique de l'Occident à l'égard de son allié égyptien ne joue pas paradoxalement le même rôle : ainsi de ce « prix Louise Michel » attribué au chef d'un État qui à 17 mois près, vit depuis 1967 sous le régime de la loi d'exception, au titre de son action au service de la démocratie et des droits de l'homme, solennellement remis par le président du Sénat français entre les deux tours d'élections législatives que les principales formations de l'opposition, qui avaient manifestement fait une analyse différente de celles des experts français du « Centre d'Études Politiques », avaient précisément choisi de boycotter.

d'Israël une zone politiquement dangereuse que le régime du président Mubarak a dû investir à plusieurs reprises au cours des dernières années. Bien plus que les quelques bouffées de violence anti-israélienne, les réactions qu'elles engendrent dans la presse de tous bords montrent s'il en était besoin que si la normalisation militaire est acceptée, toute forme de rapprochement économique ou culturel avec Israël s'opère actuellement au détriment de la légitimité de ses promoteurs. Au nombre de ces violences anti-israéliennes l'incursion derrière la frontière de Taba (dans le Sinaï) d'un membre de la police égyptienne des frontières qui a ouvert le feu sur un groupe de touristes israéliens, faisant plus de vingt blessés et cinq morts. Toutes sensibilités confondues, la presse d'opposition l'a présentée avec la même sympathie, que, quelques mois plus tard, l'assassin du rabbin extrémiste Kahane (un jeune Américain originaire de la région de Port Saïd) dont la famille a longuement été interviewée et le geste approuvé sans réserve. Lors des premières attaques des missiles irakiens sur Israël, l'hypothèse que les complexes touristiques égyptiens puissent accueillir des Israéliens en cas d'attaque chimique de la ville d'Eilat a été évoquée par la presse sur un ton révélateur de l'indignation qu'elle soulevait. Les quelques projets de coopération bilatérale (notamment la création d'une centrale solaire dans le Sinaï) sont régulièrement dénoncés, implicitement par l'opposition libérale et explicitement par la mouvance islamiste et la gauche qui ont eu l'occasion de s'émouvoir tout particulièrement en apprenant qu'une société égyptienne, publique au demeurant, exportait en Israël de la terre à destination des nouvelles colonies de peuplement (49). La possibilité de devoir tolérer, ou pire, de soutenir une offensive israélienne contre l'Irak a donc encore plus clairement démontré les limites de l'adhésion de l'opinion à la politique officielle.

Le 17 janvier 1991, le passage du registre des pressions diplomatiques à celui de la guerre n'a pas bouleversé fondamentalement les réactions de la classe politique. Au premier jour des hostilités, le Cheikh d'Al Azhar, suivi par l'essentiel de l'*establishment* religieux, a solennellement rappelé que « La guerre pour répondre à l'injustice » était « légitime » et que rien n'interdisait de « recourir aux forces étrangères en cas de nécessité » (50) ; le Cheikh Cha'rawi a longuement expliqué pour sa part, en direct à la télévision, pourquoi le Jihad était du côté de ceux qui combattaient l'Irak et non l'inverse.

Plus significativement toutefois, les fissures apparues ici et là à l'intérieur des formations de l'opposition, chez les Frères Musulmans d'une part mais également au sein de la gauche ont commencé à se résorber au bénéfice des tenants de la ligne anti-gouvernementale. Les Frères Musulmans, dont les différends communiqués avaient tout au long de l'été traduit un certain désarroi (51), ont pour la première fois demandé clairement, le 22 janvier,

(49) Chaab 3 septembre 1991.

(50) Al Joumhouria, le 17 janvier 1991.

(51) Cf. Luizard *op. cit.* Le malaise semble bien s'être reproduit jusqu'en septembre 1991 date à laquelle, après plus de six mois de disparition des kiosques, l'organe de la Confrérie (*Loua al Islam*) a commencé à reparaitre pour être à nouveau retiré, à la suite semble-t-il d'un différend avec le propriétaire du titre, proche des milieux saoudiens.

le retrait des troupes égyptiennes. L'indignation des titres de *Chaab* (52) est montée, si cela était possible, d'un ton mais le PST a, de concert avec une partie des libéraux (Al Ahrar), échoué à deux reprises à regrouper un nombre significatif de manifestants (53). Seuls les étudiants – dont la mobilisation contrastait si brutalement – dans le fond et dans la forme – avec celle de la communauté koweïtienne en exil (54) – réussirent, au cours de la brève campagne terrestre, à secouer l'apathie politique ambiante par une série de *meetings* dont la répression coûta la vie à trois d'entre-eux. Les lecteurs d'Al Nour (55) sont demeurés pour leur part conviés à s'indigner à la fois de l'attitude de Saddam Hussein et des arrestations qui se multipliaient dans les rangs de ceux qui le soutenaient. Au sein du Wafd, les voix qui avaient dû trouver d'autres supports que leur journal pour exprimer leur refus de la position gouvernementale ont été autorisées à le faire dans les colonnes de l'organe de leur parti (56).

Les sites touristiques un temps fermés par crainte des attentats terroristes ont été rouverts tout comme les universités, dont les congés annuels avaient été prolongés par crainte des manifestations.

L'Égypte, le temps d'une crise, avait paru bien étrangère à l'Afrique du Nord (57).

(52) De tendance islamiste, cf. *supra*. Les éditoriaux d'Adel Hussein ont été regroupés et publiés en mai 1991 sous le titre *Le golfe américain (ex - arabe)*. Il a publié en avril 1992 un second recueil d'articles sous le titre : *Mu'atamar madrid wa mustaqbal al tasiwiyya* (coll. Qadhia siyassiya).

(53) La première a été interdite et une quinzaine de dirigeants ou sympathisants du parti, dont Adel Hussein (PST) ont été emprisonnés. La seconde a montré la faiblesse de la mobilisation populaire et s'est heurtée de surcroît à une contre manifestation pro-gouvernementale devant laquelle elle a du battre en retraite.

(54) Qui s'est exprimée tous les soirs de la crise, bien avant le début de la guerre, par des défilés automobiles sur l'avenue de la Ligue des États arabes. Avec les premiers jours de la guerre, les cortèges de voitures de luxe, qui arboraient d'inhabituels drapeaux américains et des portraits du président des USA déclenchèrent ici et là quelques réactions qui justifiaient une présence accrue de la police.

(55) le compartiment de la mouvance islamiste qui a soutenu sans réserve le recours à la force contre l'Irak et que l'évolution de la crise pourrait bien conduire à se séparer durablement de la mouvance plus « politique » qui se reconnaît dans la position du Parti Socialiste du Travail.

(56) No'man Gum'a, doyen de la faculté de droit du Caire, secrétaire du parti Wafd était un temps allé exprimer son opposition sans réserve à la ligne gouvernementale (et ce faisant à celle de son parti) dans les colonnes de l'hebdomadaire islamiste *Chaab*. Il a ensuite réintégré celles de son journal sans avoir dû changer de position si l'on en juge par l'éditorial du 7 février 1991 où il dénonçait « ces Francs (...) uniques en leur genre (...) qui frappent avec autant de violence que d'enthousiasme alors qu'aucun de leurs droits n'a été violé ni aucun arpent de leur terre occupé, (...) dont la popularité des leaders augmente en proportion du nombre d'Irakiens tués, et dont l'aide à l'État d'Israël varie en fonction du nombre de morts ou d'estropiés qu'il fait dans les territoires occupés ».

(57) Les développements de cette chronique recourent certains éléments de nos analyses publiés antérieurement, notamment in « Égypte : la dynamique de réislamisation », *Géopolitique* juillet 1991 et « L'Égypte au miroir de la crise », *REMM* mars 1991.